

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle de l'environnement

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 12397 DE MISE EN DEMEURE

**Société SANITRA
à
PERSAN**

Le préfet du Val d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le Code de l'Environnement Livre V Titre I et notamment son article L. 171-8-1 ;

VU le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU les décrets n°2012-384 du 2 mai 2012 et n°2013-375 et modifiant la nomenclature des installations classées;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 février 1990, complété le 2 juillet 1990, autorisant la société P.P.M. à exploiter sur le territoire de la commune de PERSAN – Zone Industrielle, une installation de régénération de solvants chlorés usagés de distillation et une activité de transit de déchets non chlorés;

VU les arrêtés préfectoraux des 19 juin 1997, 14 décembre 1999 et 26 août 2011 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société SANITRA ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 juin 2012 1990, reprenant l'ensemble des prescriptions techniques complémentaires à imposer à la société SANITRA pour l'exploitation des installations de PERSAN ;

VU le courrier daté du 26 juin 2013 adressé par la direction régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE), à l'exploitant, l'informant des évolutions réglementaires introduites par la directive relative aux émissions industrielles (IED) et lui demandant de transmettre d'une part, au plus tard le 7 novembre 2013, la proposition de rubrique principale concernant ses installations et d'autre part, au plus tard le 7 janvier 2014, le dossier de mise en conformité correspondant ;

VU le courrier daté du 4 octobre 2013 de la société SANITRA par lequel elle a transmis à l'inspection des installations classées sa proposition de rubrique 3000 à 3999 ainsi que ses conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) concernées par les installations exploitées à PERSAN ;

VU le rapport du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise en date du 19 février 2015 ;

VU le courrier daté du 19 février 2015 adressé à l'exploitant par la direction régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE), lui transmettant le rapport de l'inspection des installations classées, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

CONSIDÉRANT que le délai laissé à l'exploitant dans le courrier du 19 février 2015 s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

CONSIDERANT que, compte tenu des informations transmises par l'exploitant le 4 octobre 2013, les installations du site de Persan relèvent de la directive "IED" et des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des installations classées ; que, conformément à l'article R.515-82 du code de l'environnement, l'exploitant devait transmettre au préfet, au plus tard le 7 janvier 2014, un dossier de mise en conformité et, si l'installation est concernée un rapport de base décrivant l'état du sol et des eaux souterraines ou à défaut, la justification que les installations n'y sont pas soumises ;

CONSIDERANT qu'à ce jour, l'exploitant n'a pas fourni les éléments nécessaires à l'instruction du réexamen des conditions d'autorisation au regard des dispositions de la directive "IED" ; qu'ainsi l'exploitant ne respecte pas l'article R.515-82 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT en conséquence que, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SANITRA de respecter les dispositions de l'article R.515-82 du code de l'environnement;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1er : La **Société SANITRA**, dont le siège social est situé Petit Nanterre III, 16 rue des peupliers - 92752 NANTERRE est, pour l'exploitation de ses installations sises ZAE du chemin vert à PERSAN, **mise en demeure de respecter**, les dispositions de l'article R.515-82 du code de l'environnement, en transmettant:

- sous un délai de UN mois, à compter de la notification du présent arrêté, le dossier de mise en conformité dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R.515-72 du code de l'environnement.

- sous un délai de DEUX mois à compter de la notification du présent arrêté, le rapport de base, lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement, dont le contenu est fixé à l'article R.515-59 ou, lorsque les installations n'en relèvent pas, les éléments justificatifs.

Article 2 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de PERSAN pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie, et maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex:

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, le directeur départemental des territoires par intérim, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France et le maire de PERSAN sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le

29 AVR. 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Daniel BARNIER

